

# La faim dans le monde ne recule pas

Près de 10 % de la population reste sous-alimentée, avec des disparités selon les zones géographiques

Cela fait des années que le monde ne parvient plus à faire reculer la faim, voire pire, que celle-ci augmente. Le dernier rapport des agences des Nations unies sur l'insécurité alimentaire dans le monde, publié mercredi 24 juillet, le confirme : la faim a stagné en 2023 à un niveau très élevé, touchant 9,1 % de la population mondiale, sans progrès depuis deux ans.

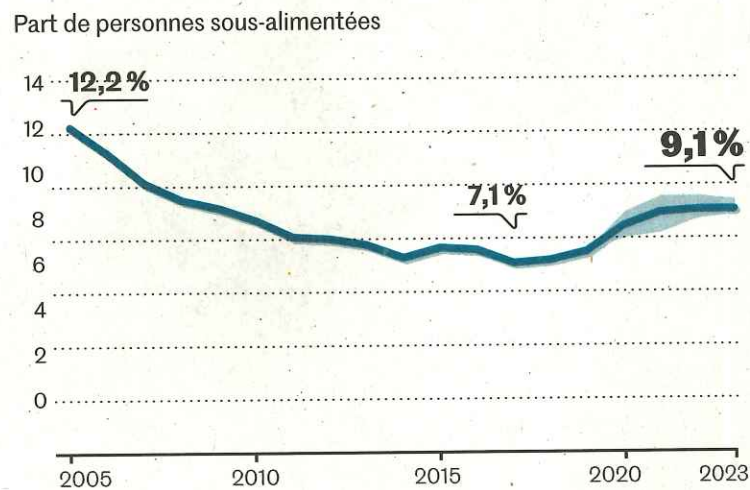
Au total, 733,4 millions de personnes sont chroniquement sous-alimentées, soit 36 % de plus qu'il y a dix ans, selon cette nouvelle estimation du rapport SOFI (pour State of Food Insecurity), issue des travaux de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Programme alimentaire mondial, du Fonds international de développement agricole (FIDA), de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de l'Unicef. Un signal d'alarme, alors que l'éradication de la faim est le deuxième des Objectifs de développement durable que s'est fixés la communauté internationale pour l'horizon 2030 : « Les objectifs "faim zéro" ne seront pas atteints. C'est un aveu d'échec terrible », déplore Pauline Verrière, responsable des systèmes alimentaires au sein de l'ONG Action contre la faim.

L'indicateur d'insécurité alimentaire, une notion plus large et plus qualitative que la sous-alimentation, qui englobe le fait de ne pas pouvoir se nourrir de façon adéquate, montre lui aussi que les efforts font du surplace : l'insécurité alimentaire modérée et sévère touche 2,3 milliards de personnes dans le monde, soit 28,9 % de la population mondiale. Une part quasi inchangée depuis trois ans. De la même façon, 2,8 milliards d'individus, soit un tiers de la population mondiale, n'ont pas les moyens de se payer le minimum nécessaire à une alimentation saine et nutritive.

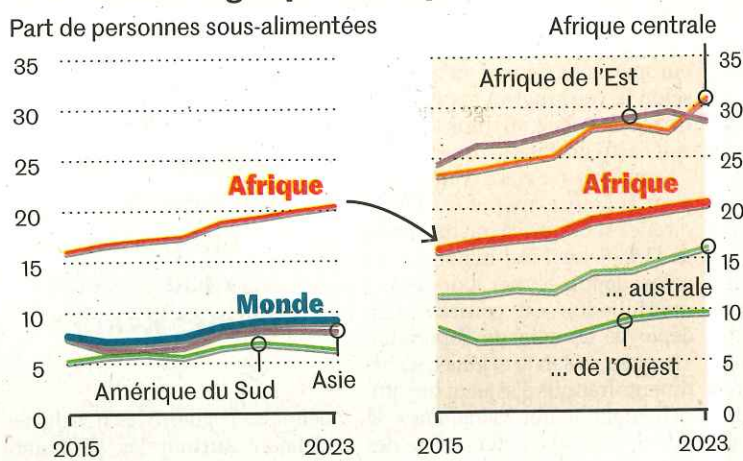
## « Pas une fatalité »

Le détail des données par grandes régions dévoile toutefois un tableau contrasté : si l'insécurité alimentaire n'a guère évolué en Asie - qui concentre, en valeur absolue, le plus grand nombre de personnes touchées -, elle continue de progresser en Afrique, tandis que, pour la deuxième année consécutive, l'Amérique latine et les Caraïbes voient leurs indicateurs s'améliorer. « Après la pandémie de Covid-19, la reprise économique s'est faite de façon hétérogène au niveau mondial, commente David Laborde, économiste à la FAO. Toutes les économies n'ont pas redémarré à la

## La faim dans le monde se maintient à un niveau élevé...



## ... et continue de grimper en Afrique



Infographie: Le Monde

Source: FAO ; Unicef, OMS et Banque Mondiale

même vitesse, en particulier les économies africaines. Et même si l'inflation a ralenti, cela ne veut pas dire que le pouvoir d'achat des foyers a augmenté.»

L'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest font partie des régions où la situation s'est le plus détériorée, avec respectivement la plus forte et la deuxième plus forte hausse, de la faim enregistrées en 2023. « Ce sont des régions qui concentrent des pays structurellement fragiles, en proie à des conflits et à l'insécurité, avec 14 millions de déplacés internes sur l'ensemble de la zone », détaille Bernard Hien, directeur régional du FIDA pour l'Afrique de l'Ouest et centrale. En outre, ils ont concentré leurs efforts, avec la pandémie, dans la réponse sanitaire d'urgence, et ont chroniquement sous-investi dans leur agriculture. » Sur l'ensemble de la zone, l'inflation a été de 12 % en moyenne en 2023, atteignant 25 % au Nigeria, 38 % au Ghana et 47 % au Sierra Leone.

En Afrique de l'Ouest et centrale, comme dans d'autres régions du monde, le réchauffement climati-

**« Les objectifs "faim zéro" [à l'horizon 2030] ne seront pas atteints. C'est un aveu d'échec terrible »**

PAULINE VERRIÈRE  
ONG Action contre la faim

que s'impose enfin comme un des facteurs majeurs de l'insécurité alimentaire, dégradant les sols, l'accès à l'eau et faisant baisser la productivité agricole.

A l'inverse, la région Amérique latine enregistre des progrès pour la deuxième année consécutive, même si ceux-ci sont inégaux selon les pays. « Pendant des années, l'ensemble de l'Amérique latine a été marqué par la crise au Venezuela. A partir de 2022, le rebond des prix du pétrole et l'allègement des sanctions lui ont permis de retrouver des res-

sources financières », note David Laborde. Le retour de Lula à la présidence du Brésil a également changé la donne au sein d'un des géants du continent, avec une volonté forte de lutter contre la faim et des résultats déjà notables : en 2023, 13 millions de Brésiliens sont sortis d'une situation de sous-alimentation.

Le gouvernement Lula a, à sa prise de fonctions début 2023, relancé des aides sociales pour les ménages en difficulté, soutenu les cantines scolaires pour qu'elles s'approvisionnent auprès de producteurs locaux, et mené une politique en faveur de l'agriculture familiale. « La faim n'est pas une fatalité, abonde Elisabetta Recine, présidente du Conseil national brésilien de sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'Amérique latine prouve qu'avec des politiques adéquates, les gouvernements peuvent améliorer l'accès à l'alimentation et construire des systèmes alimentaires résilients. »

Les chiffres de la malnutrition, qui documentent les conséquences pour la santé d'une alimenta-

tion non adéquate, montrent, là aussi, que le monde est loin d'atteindre ses objectifs, même si quelques progrès sont enregistrés. Chez les jeunes enfants, l'allaitement maternel exclusif des nourrissons progresse de 37,1 % en 2012 à 48 % en 2022 (mais loin du cap de 70 % de nourrissons allaités fixé pour 2030) et les retards de croissance et l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans reculent légèrement. « Chez les jeunes enfants, les problèmes et les solutions sont bien identifiés par les décideurs politiques : promouvoir l'allaitement maternel, cibler des 1000 premiers jours de la grossesse aux premières années de vie, compléter en apports nutritionnels... », fait valoir David Laborde. Autant de politiques qui permettent des résultats rapides et sont valorisées par les pouvoirs publics, même si elles doivent être déployées plus largement.

## Les femmes « plus vulnérables »

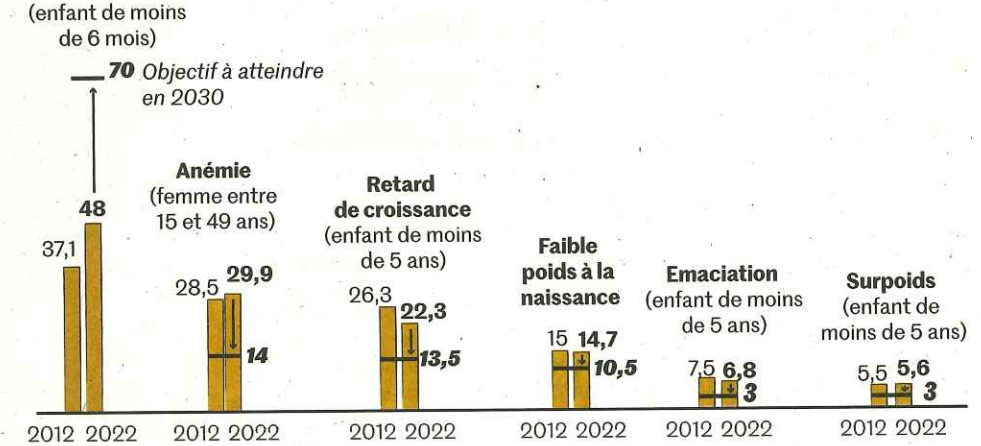
A l'inverse, les surpoids et l'obésité poursuivent leur progression régulière : l'obésité parmi la population adulte est passée de 12,1 % en 2012 à 15,8 % en 2022, aggravant le « double fardeau de la malnutrition », qui affecte de plus en plus les pays en développement, avec, au sein d'une même population, des personnes sous-alimentées et des personnes en situation d'obésité. L'anémie est un autre point d'inquiétude majeur, touchant près de 30 % des femmes de 15 à 49 ans au niveau mondial, et devrait, selon les projections, continuer à gagner du terrain d'ici à 2030. « L'anémie est un problème complexe et structurel, qui dépend de la qualité de l'alimentation auxquelles les femmes ont accès, poursuit David Laborde. Les femmes sont plus vulnérables et exposées à l'insécurité alimentaire que les hommes. Quand il y a un choc, ce sont elles qui se privent en premier. »

Pour beaucoup d'experts, le maintien dans le rouge de ces indicateurs depuis plusieurs années est le signe que l'insécurité alimentaire s'est structurellement installée dans le paysage du

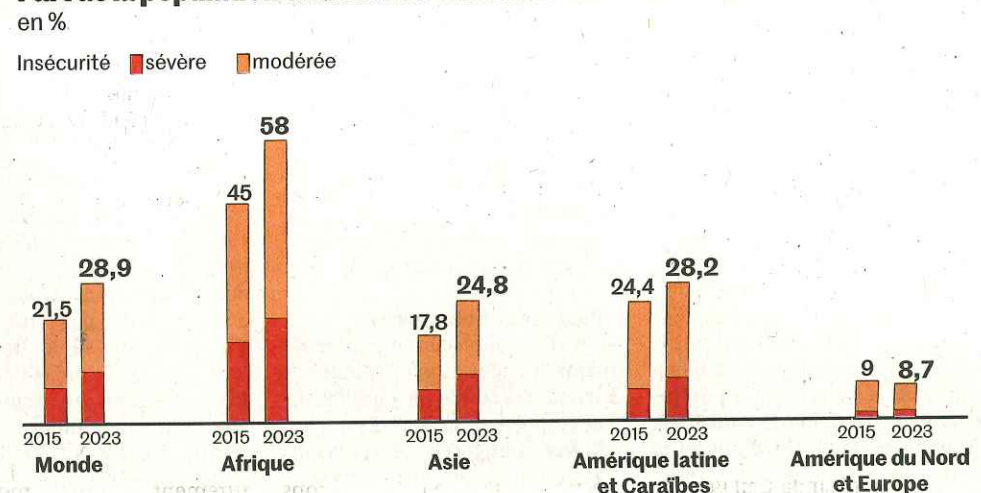
## Lutte contre la malnutrition : des progrès insuffisants

Part de la population, en %

### Allaitement exclusif (enfant de moins de 6 mois)



## Part de la population en situation d'insécurité alimentaire en %



**L'insécurité alimentaire s'est structurellement installée dans le paysage du XXI<sup>e</sup> siècle**

XXI<sup>e</sup> siècle, et ne peut être réduite à un seul choc, comme la pandémie de Covid-19 ou le déclenchement de l'invasion russe en Ukraine, souvent mis en cause ces dernières années dans l'aggravation des données. « Ces chiffres sont un coup de semonce, réagit Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations unies pour la lutte contre l'extrême pauvreté. L'ensemble du système alimentaire industrialisé est dramatiquement vulnérable au réchauffement climatique, aux conflits et aux chocs économiques. Construire des systèmes alimentaires plus résilients face au climat est maintenant une affaire de vie ou de mort. »

Mais des observateurs s'inquiètent du contexte dans lequel est lancé le rapport, peu propice, jugent-ils, à placer la transformation des systèmes alimentaires au cœur des débats. Une fois n'est pas coutume, le rapport SOFI n'est pas lancé depuis Rome, où siègent les principales agences de l'Organisation des Nations unies traitant d'agriculture et d'alimentation, mais depuis Rio de Janeiro, où se tient, les jeudi 25 et vendredi 26 juillet, une réunion des ministres des finances du G20 présidée par le Brésil. Fort de son retour sur la scène diplomatique, le pays entend en effet lancer une « alliance mondiale contre la faim » à l'occasion du sommet des chefs d'Etat qu'il organisera en novembre.

« C'est très bien que des Etats se saisissent des enjeux de faim dans le monde, souligne Pauline Verrière, mais l'initiative brésilienne, en marge des instances onusiennes, nous questionne, alors qu'il existe déjà un Conseil de la sécurité alimentaire multilatéral, qui a besoin d'être renforcé. »

MATHILDE GÉRARD

## Un déficit criant de financement au regard des besoins

LA LUTTE CONTRE LA FAIM s'est grippée depuis plusieurs années, ne parvenant plus à faire reculer le nombre de personnes touchées. Pour relancer les efforts, les agences de l'Organisation des Nations unies (ONU) appellent, dans un rapport sur l'insécurité alimentaire publié mercredi 24 juillet, à réformer les financements, en commençant par s'accorder sur une définition commune qui permettrait de mieux identifier les flux consacrés à cette lutte. Sans donner de chiffre précis, faute, de définition concertée entre les acteurs, les agences onusiennes conviennent qu'il manque plusieurs milliers de milliards de dollars pour éliminer la faim d'ici à 2030. Une telle somme s'avère indispensable pour s'attaquer aux enjeux d'adaptation au réchauffement et de lutte contre les émissions, à la santé, à la protection sociale...

« Le montant dont on a besoin pour réformer nos systèmes alimentaires peut sembler élevé, mais rapporté à la richesse mondiale, ce n'est pas si important, souligne David Laborde, économiste à l'Organisation

pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Aujourd'hui, si on prend une définition très large de l'aide internationale consacrée à la sécurité alimentaire, on n'y consacre que 76 milliards de dollars [environ 70 milliards d'euros] par an. C'est seulement 0,07 % du PIB mondial. »

### « Mieux réglementer le secteur »

Or, les besoins identifiés sont nombreux. En Afrique de l'Ouest et centrale, par exemple, « on a besoin d'investir pour renforcer la productivité de nos agriculteurs, pour l'adaptation en diversifiant les cultures, pour développer les PME rurales et pour renforcer nos infrastructures », détaille Bernard Hien, directeur régional du Fonds international de développement agricole. Cette agence, unique en son genre au sein du système onusien, développe de nouveaux instruments (obligations, garanties...), notamment pour les pays endettés qui ont le moins accès aux marchés financiers.

Si l'accent mis par l'ONU sur la nécessité de financements est globalement salué,

des ONG regrettent toutefois que le rapport sur l'insécurité alimentaire ne traite pas plus frontalement de la destination des investissements. « On ne peut pas financer tout et son contraire, et on sait que le développement d'une agriculture industrialisée affecte négativement les productions plus petites et plus vertueuses », insiste Pauline Verrière, responsable des systèmes alimentaires au sein de l'ONG Action contre la faim.

La société civile s'inquiète également de voir l'ONU recommander les partenariats public-privé comme modèles de financements innovants. « Voir dans le secteur privé essentiellement une manne d'argent, c'est oublier le besoin de mieux réglementer le secteur, qui a une responsabilité importante dans la crise nutritionnelle », met en garde Pauline Verrière. La FAO place toutefois des garde-fous : « Ce qui relève des biens publics, de l'éducation ou de la santé, doit rester financé par le public », fait valoir David Laborde. ■

MA. G.